





Bulletin Veille Europe n°103 Novembre 2020

Sommaire

Institutions de l'UE3	
Commission européenne / Inclusion pour tous : La Commission présente un plan d'action sur l'intégration et l'inclusion 2021-2027	3
Commission européenne / Dialogue ministériel informel sur l'intégration et la cohésion sociale organisé par la présidence allemande	3
Commission européenne / Intégration et inclusion des migrants : Première réunion du groupe d'experts de la Commission sur les points de vue des migrants3	3
Commission européenne / Nouvelles réussites de projets financés par le Fonds européen d'asile, de migration et d'intégration et le Fonds européen pour la sécurité intérieure4	ļ
Commission européenne / Réunion extraordinaire du conseil d'administration de Frontex sur les allégations de refoulement	ļ
Commission européenne / Premier forum Schengen: vers un espace Schengen renforcé et plus résilient5	;
Commission européenne / Plan d'action sur l'égalité des sexes – Mettre les droits des femmes et des filles au cœur de la relance mondiale, y compris les femmes migrantes5	;
Commission européenne / Présentation de la première stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ dans l'UE, incluant les demandeurs d'asile5	;
Parlement européen / Audition du directeur de Frontex sur les allégations de refoulement aux frontières grecques par la commission LIBE6	,
Parlement européen / Compromis sur le budget à long terme de l'UE: le PE obtient 16 milliards d'euros de plus pour des programmes clés6	,
Parlement européen / Migration et asile: trouver l'équilibre entre solidarité et responsabilité 6	,
Centre de recherche du Parlement européen / Rapport d'évaluation de la mise en œuvre des procédures à la frontière7	,
Centre de recherche du Parlement européen / Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Europe : la valeur ajoutée de la Convention d'Istanbul et les défis qui restent à relever	,
Conseil de l'UE / Le Conseil approuve des conclusions relatives au plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-20247	,
Agences et organes de l'UE8	}
Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE : baisse des arrivées en Méditerranée occidentale et orientale	3
Frontex / L'agence se félicite de la création du groupe de travail du conseil d'administration sur les droits fondamentaux	3
EASO / L'EASO fait plus que doubler sa productivité opérationnelle en 2020	}
EASO / Conférence de Vienne sur les migrations 2020 : L'EASO et l'ICMPD renforcent leur coopération 9)
Agence des droits fondamentaux / Bulletin trimestriel sur les migrations : les conditions de vie des migrants et des réfugiés se détériorent en Europe9)
Médiateur européen / Ouverture d'une enquête suite aux accusations de refoulement de demandeurs d'asile par Frontex9)
Institutions européennes10)



GRETA / La COVID-19 génère le risque d'une crise de la traite des êtres humains10
Comité anti-torture du Conseil de l'Europe / La Grèce devrait changer d'approche en matière de détention des migrants et agir pour prévenir les refoulements10
Organisations des Nations unies10
HCR / Situation en Europe : données et tendances sur les arrivées et les déplacements de population en septembre et octobre 202010
HCR / Le HCR exhorte les États à mettre fin d'ici 2024 à la situation incertaine des apatrides11
HCR / L'année 2020 pourrait connaître le nombre de réinstallation le plus faible de l'histoire récente11
HCR / Le changement climatique constitue la principale crise de notre époque et il affecte particulièrement les personnes déracinées12
HCR / Face au besoin vital d'atténuer les effets de la pandémie, près de 40 millions de déplacés sont confrontés à des risques accrus de violences, de discrimination et d'abus des droits humains12
HCR / Le HCR prévient que la seconde vague de Covid causera des violences accrues à l'encontre des femmes et des jeunes filles réfugiées12
HCR / II faut inclure davantage les réfugiés dans les plans de santé nationaux12
OIM / Plus de 500 migrants décédés entre l'Afrique de l'Ouest et les Canaries en 202013
Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme / La Bosnie doit enquêter sur les attaques contre les femmes venant en aide aux migrants13
Organisations de la société civile13
Alarm Phone / Des itinéraires de voyage toujours changeants en Méditerranée occidentale : mouvements vers le sud et l'est
Déclaration commune / Plaidoyer pour une utilisation humaine, transparente et efficace des ressources de l'UE en matière d'asile et de migration dans l'Union14
Focus nationaux14
Croatie / Enquête du Médiateur européen sur les possibles manquements de la Commission concernant les abus à la frontière croate et 3° rapport du GRETA14
Bosnie Herzégovine / Accord de réadmission avec le Pakistan et crise humanitaire15
France et Royaume Uni / Déclaration conjointe sur les prochaines étapes de la coopération bilatérale en matière de lutte contre l'immigration clandestine16

Institutions de l'UE

Commission européenne / Inclusion pour tous : La Commission présente un plan d'action sur l'intégration et l'inclusion 2021-2027

La Commission a présenté son nouveau plan d'action sur l'intégration et l'inclusion ce 24 novembre. Le plan promeut l'inclusion pour tous, en reconnaissant l'importante contribution des migrants à l'UE et en s'attaquant aux obstacles qui peuvent entraver l'inclusion des personnes issues de l'immigration dans la société européenne. Il repose sur le principe selon lequel l'intégration inclusive exige des efforts à la fois de la personne et de la communauté d'accueil et définit de nouvelles actions. Le plan d'action propose un soutien ciblé et adapté qui tient compte des caractéristiques individuelles, comme le sexe ou la religion, combinant une action précoce et d'un engagement à long terme :

- Une éducation et une formation inclusives, de la petite enfance à l'enseignement supérieur ;
- Améliorer les possibilités d'emploi et la reconnaissance des compétences en particulier pour les femmes migrantes;
- Promouvoir l'accès aux services de santé, y compris les soins de santé mentale
- L'accès à un logement adéquat et abordable

Le plan d'action sera mis en œuvre en mobilisant des fonds européens et en créant des partenariats avec tous les acteurs concernés : les migrants, les communautés d'accueil, les partenaires sociaux et économiques, la société civile, les autorités locales et régionales ainsi que le secteur privé.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip 20 2178

Rapport: https://ec.europa.eu/home-

affairs/sites/homeaffairs/files/pdf/action plan on integration and inclusion 2021-2027.pdf

Commission européenne / Dialogue ministériel informel sur l'intégration et la cohésion sociale organisé par la présidence allemande

La Commissaire aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a participé à un dialogue ministériel informel virtuel sur l'intégration et l'insertion, organisé par le Ministre fédéral allemand de l'intérieur le 9 novembre. La commissaire a exposé les orientations de la Commission dans le domaine de l'intégration et de l'inclusion, en prévision de la publication prochaine du Plan d'action sur l'intégration et l'inclusion. Les représentants des États membres ont échangé leurs points de vue sur les principaux domaines prioritaires des futures politiques d'intégration et d'inclusion de l'UE, sur le rôle des fonds de l'UE pour soutenir les efforts nationaux en la matière et sur le rôle clé joué par les partenariats multipartites dans le processus d'intégration.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/informal-ministerial-dialogue-integration-and-social-cohesion-organised-german-presidency_en

Commission européenne / Intégration et inclusion des migrants : Première réunion du groupe d'experts de la Commission sur les points de vue des migrants

La première réunion du **groupe d'experts** de la Commission européenne **sur le point de vue des migrants**, créé pour associer les migrants à l'élaboration des politiques de l'UE en matière de migration, d'asile et d'intégration, s'est tenue le 12 novembre. La consultation des migrants dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques qui les concernent directement est essentielle pour les rendre plus efficaces et mieux adaptées aux besoins. Les 24 membres du groupe d'experts, sélectionnés sur un total de 354 demandes,

résident dans 16 États membres différents et représentent un large éventail de pays d'origine. Certains d'entre eux représentent des organisations actives dans le domaine de la migration et de l'intégration. Au cours de cette réunion introductive, les membres ont pu échanger avec la Commissaire aux affaires intérieures, Ylva Johansson, notamment sur le prochain plan d'action sur l'intégration et les futurs travaux du groupe d'experts.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/integration-and-inclusion-migrants-first-meeting-commission-expert-group-views-migrants-en

Commission européenne / Nouvelles réussites de projets financés par le Fonds européen d'asile, de migration et d'intégration et le Fonds européen pour la sécurité intérieure

La Commission a publié deux rapports présentant une sélection de projets mis en œuvre par les États membres de l'UE et les pays de l'espace Schengen dans le cadre du Fonds d'asile, de migration et d'intégration (FAMI) et du Fonds de sécurité intérieure (FSI), conçus pour répondre aux défis auxquels l'UE est confrontée en matière de migration, de sécurité et de protection de l'espace Schengen. Les projets sélectionnés dans le cadre du FAMI abordent diverses questions, telles que la violence de genre, l'asile, l'intégration des réfugiés, la prévention des maladies et la promotion de la santé des femmes migrantes et de leur famille. Le FSI finance un large éventail d'activités comme la mise en place de systèmes informatiques, la fourniture de programmes de formation et le renforcement de la capacité opérationnelle de prévention et de lutte contre la criminalité.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/new-success-stories-eu-asylum-migration-and-integration-fund-and-eu-integration-fund-eu-integration-fund-eu-integration-fund-eu-integration-fund-eu-integration-fund-eu-integr

Aperçu des projets FAMI : https://ec.europa.eu/home-affairs/publications/amif-more-snapshot-e-book en

Commission européenne / Réunion extraordinaire du conseil d'administration de Frontex sur les allégations de refoulement

À la demande de la Commission et suite aux allégations d'implication dans des opérations de refoulement de migrants en mer Egée rapportées par les médias, le conseil d'administration de l'Agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex) a tenu une réunion extraordinaire le 10 novembre. Il a souligné que toutes les opérations de Frontex doivent être menées dans le plein respect des droits fondamentaux, notamment du principe de non-refoulement. Il a demandé au directeur exécutif de veiller à ce que le système d'information interne soit efficace afin de permettre un suivi immédiat en cas d'incident, et soutient sa proposition de renforcer la formation aux droits fondamentaux et de la dispenser à l'ensemble du personnel impliqué dans les opérations de surveillance des frontières. Le conseil d'administration a décidé de créer un groupe interne chargé de contribuer à clarifier l'interprétation des dispositions du règlement de l'UE relatives aux activités opérationnelles en mer et à examiner les préoccupations de la Grèce au sujet des "menaces hybrides". Le conseil d'administration attend du directeur exécutif qu'il suspende ou mette fin à toute activité s'il estime qu'il y a des potentielles violations des droits fondamentaux, qu'il en informe immédiatement le conseil d'administration et le responsable des droits fondamentaux, et qu'il prenne les mesures nécessaires.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/extraordinary-meeting-frontex-management-board-alleged-push-backs-10-november-2020_en

Commission européenne / Premier forum Schengen: vers un espace Schengen renforcé et plus résilient

Le tout premier forum Schengen, convoqué le 30 novembre par la Commission, a permis de réunir des membres du Parlement européen et les ministres de l'intérieur dans le but de favoriser le dialogue en vue de l'édification d'un espace Schengen plus fort et plus résilient. Les échanges ont porté sur les points suivants :

- Améliorer le **mécanisme permettant d'évaluer la mise en œuvre des règles de Schengen** en vue d'un meilleur contrôle, d'une identification plus rapide des éventuels manquements et d'un suivi efficace.
- Faire progresser le dossier de la **révision du code frontières Schengen** dans l'objectif de lever les actuels contrôles aux frontières intérieures.
- Mieux gérer les frontières extérieures de l'UE par la mise en place rapide du système d'entrée/de sortie (EES) et le **système européen d'information** et d'autorisation concernant les voyageurs (ETIAS).
- Approfondir la coopération policière et l'échange d'informations.
- Renforcer la gouvernance de l'espace Schengen par des réunions régulières du forum Schengen.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP 20 2232

Commission européenne / Plan d'action sur l'égalité des sexes – Mettre les droits des femmes et des filles au cœur de la relance mondiale, y compris les femmes migrantes

La Commission européenne et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont présenté le 25 novembre un nouveau plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure (2021–2025). Ayant pour finalité de s'attaquer aux causes structurelles de l'inégalité entre les femmes et les hommes et à la discrimination à caractère sexiste, le plan d'action s'emploie à combattre toutes les dimensions transversales de la discrimination, en s'intéressant notamment aux **femmes migrantes**.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2184

Commission européenne / Présentation de la première stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ dans l'UE, incluant les demandeurs d'asile

La Commission européenne a présenté aujourd'hui la toute première stratégie de l'UE en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ, en incluant les enjeux migratoires et d'asile au sein des mesures adoptées. La stratégie vise à lutter contre la discrimination grâce à une meilleure protection juridique, à garantir la sécurité en intégrant les crimes de haine et les discours haineux aux infractions pénales, à bâtir des sociétés inclusives garantissant la reconnaissance mutuelle de la parentalité, et à mener le combat pour l'égalité des personnes LGBTIQ dans le monde, avec notamment le soutien du Fonds Asile et Migration. Le plan intègre des activités spécifiques pour les droits des demandeurs d'asile LGBTQI notamment au regard des conditions d'accueil, des standards de protection, et des garanties procédurales.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip 20 2068

Parlement européen / Audition du directeur de Frontex sur les allégations de refoulement aux frontières grecques par la commission LIBE

La Commission LIBE a tenu lundi 1er décembre une **audition du directeur exécutif de Frontex**, Fabrice Leggeri, portant sur les récentes allégations de refoulement au cours d'opérations dans l'est de la Méditerranée rapportées par différents médias. M. Leggeri a affirmé que **Frontex n'avait pas trouvé de preuve démontrant la participation de personnels déployés** par l'agence aux cas de refoulement relaté par la presse et que **le mécanisme de surveillance interne était efficace.** La plupart des députés se sont plaints de la répétition de ce type d'incidents suspects et du manque de transparence de l'agence. Ils ont interrogé le directeur de Frontex quant à ses responsabilités, d'une part en termes d'interprétation des signaux et de suspension des opérations faisant l'objet de soupçon de violations des droits fondamentaux, d'autre part en ce qui concerne le recrutement de 40 observateurs indépendants des droits fondamentaux qui n'a pas été réalisé. Plusieurs députés ont proposé un monitoring par le Parlement européen des opérations de Frontex et ont appelé l'agence à fournir des rapports de façon régulière au Parlement. Certains ont manifesté leur soutien à M. Leggeri tandis que d'autres ont demandé sa démission.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201126IPR92509/le-directeur-de-frontex-interroge-par-les-deputes

Parlement européen / Compromis sur le budget à long terme de l'UE: le PE obtient 16 milliards d'euros de plus pour des programmes clés

Après 10 semaines d'intenses négociations, les négociateurs du Parlement ont conclu mardi 10 novembre avec la présidence du Conseil les grandes lignes d'un accord sur le prochain cadre financier pluriannuel (2021-2027) et sur les nouvelles ressources propres, obtenant 16 milliards d'euros en plus du paquet conclu par les chefs d'État et de gouvernement en juillet dernier. 15 milliards d'euros renforceront les programmes visant à protéger les citoyens de la pandémie actuelle de COVID-19, à fournir des opportunités à la prochaine génération et à préserver les valeurs européennes. Un milliard d'euros permettra d'accroître les capacités disponibles pour répondre aux besoins et aux crises à l'avenir. Grâce à ce compromis, le Parlement triple l'enveloppe destinée à la santé, garantit l'équivalent d'une année supplémentaire de financement pour Erasmus+ et veille à ce que le financement de la recherche continue d'augmenter.

Pour plus d'informations

 $\label{lem:communique:https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201106IPR91014/budget-a-long-terme-de-l-ue-16-milliards-de-plus-pour-des-programmes-cles$

Parlement européen / Migration et asile: trouver l'équilibre entre solidarité et responsabilité

À l'ouverture de la conférence interparlementaire de haut niveau sur la migration et l'asile en Europe organisée par le Parlement européen, le Président du Parlement, David Sassoli, a souligné que la dimension humaine des migrations « devait être au cœur de toute politique européenne efficace en matière de migration et d'asile ». La Présidente de la Commission européenne a également mis en lumière l'importante contribution que les migrants apportent aux communautés d'accueil, expliquant que le nouveau pacte sur la migration et l'asile « vise à trouver un équilibre entre la nécessité d'accueillir les réfugiés, de lutter contre les passeurs et de garantir une intégration et un traitement approprié pour tous, notamment ceux qui ne peuvent pas rester en Europe ». Le Président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, a averti qu'il fallait "montrer que nous sommes capables de renvoyer certaines personnes et ne pas créer de fausses incitations » face aux passeurs.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201113IPR91600/migration-et-asile-trouver-l-equilibre-entre-solidarite-et-responsabilite

Centre de recherche du Parlement européen / Rapport d'évaluation de la mise en œuvre des procédures à la frontière

Le centre de recherche du Parlement européen a publié un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre de l'article 43 de la Directive 2013/32/EU sur les procédures communes d'octroi et de retrait de la protection internationale aux frontières (DPA), faisant suite au rapport publié en octobre 2020 par la commission LIBE. Le rapport conclut que des procédures d'asile uniformes et équitables aux frontières de l'Union européenne n'ont pas été réalisées notamment en raison du manque de clarté du cadre juridique communautaire. Cela se traduit par d'importantes divergences en ce qui concerne le concept et le champ d'application de la procédure à la frontière et les restrictions de liberté qui l'accompagnent, engendrant la violation de nombreux droits fondamentaux. Le Parlement recommande de limiter l'application des procédures aux frontières à l'examen des demandes d'asile peu complexes ; de clarifier l'ambiguïté législative quant à la possibilité de traiter les cas relevant de Dublin dans le cadre de telles procédures ; de définir une limite territoriale claire pour l'utilisation de ces procédures aux frontières extérieures ; ainsi que la publication d'évaluations régulières de la mise en œuvre de la DPA par la Commission européenne.

Pour plus d'informations

Rapport:

https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/654201/EPRS_STU(2020)654201_EN.pdf

Centre de recherche du Parlement européen / Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Europe : la valeur ajoutée de la Convention d'Istanbul et les défis qui restent à relever

Le centre de recherche du Parlement européen a publié une étude à la demande de la commission FEMM qui vise à comprendre la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, premier traité international qui s'attaque spécifiquement à la violence de genre perspective, portant sur sa valeur ajoutée, les arguments employés contre la ratification de la Convention, et l'impact de la pandémie COVID-19 sur la violence à l'égard des femmes. Les 27 États membres de l'UE sont inclus dans l'étude, ainsi que la Turquie, qui permet de comparer l'impact de la ratification de la Convention par un pays tiers. L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) fournit une mesure composite de la violence fondée sur le genre dans l'UE, montrant une prévalence de 21,2 %, une gravité de 46,9 % et une divulgation de 14,9 %. De récents rapports explorant les effets de la pandémie suggèrent que la violence à l'égard des femmes a augmenté dans les pays où des mesures confinement ont été adoptées.

Pour plus d'informations

Etude:

https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/658648/IPOL STU(2020)658648 EN.pdf

Conseil de l'UE / Le Conseil approuve des conclusions relatives au plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024

Le Conseil de l'UE a approuvé des conclusions relatives au plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024. Il reconnaît dans ses conclusions que, s'il y a eu des progrès, on observe également un recul de l'universalité et de l'indivisibilité des droits de l'homme. La pandémie de COVID-19 et ses répercussions socio-économiques pèsent de plus en plus défavorablement sur l'ensemble des droits de

l'homme, la démocratie et l'état de droit, creusent les inégalités préexistantes et exercent une pression croissante sur les personnes en situation de vulnérabilité.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/11/19/council-approves-conclusions-on-the-eu-action-plan-on-human-rights-and-democracy-2020-2024/

Agences et organes de l'UE

Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE : baisse des arrivées en Méditerranée occidentale et orientale

Selon Frontex, le nombre de passages illégaux aux frontières extérieures de l'Europe a diminué de 21 % au cours des dix premiers mois de l'année pour atteindre 87 500 personnes, en grande partie en raison d'une baisse des arrivées en Méditerranée orientale (-75%) et occidentale (-37%). En octobre, le nombre de franchissements illégaux des frontières a diminué de 19 % par rapport au mois précédent. Plus de 5 300 migrants en situation irrégulière, pour la plupart ressortissants de pays subsahariens, sont arrivés aux îles Canaries en octobre, soit 10 fois plus qu'il y a un an. En 2020, le nombre total de franchissements illégaux sur la route de la Méditerranée centrale a plus que doublé mais a diminué de 29% au mois d'octobre. Plus de 19 700 migrants, ont été détectés à la frontière de l'UE avec les pays des Balkans occidentaux, soit plus du double que l'année précédente. En octobre, les passages illégaux ont augmenté d'un tiers de plus qu'en septembre, avec plus de 50% de Syriens, et 25% d'Afghans.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/situation-at-eu-external-borders-arrivals-down-in-western-and-eastern-mediterranean-7WsLzx

Frontex / L'agence se félicite de la création du groupe de travail du conseil d'administration sur les droits fondamentaux

Le directeur exécutif de Frontex a salué la création d'un groupe de travail du conseil d'administration sur les droits fondamentaux et le cadre juridique des opérations, suite aux allégations de refoulement rapportées par différents médias. Afin de garantir que toutes les violations potentielles des droits fondamentaux dans le cadre des activités de l'agence soient signalées, « *le groupe de travail étudiera la mise en œuvre du mécanisme existant de notification des incidents graves et discutera les réponses opérationnelles possibles aux situations liées aux "menaces hybrides" pour la sécurité nationale des États membres aux frontières extérieures* », a déclaré M. Leggeri. Le groupe de travail contribuera en outre à clarifier l'interprétation du cadre juridique dans lequel sont menées les opérations maritimes coordonnées par Frontex.

Pour plus d'informations

 $\label{lem:communique} Communiqu\'e: \underline{https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/frontex-welcomes-establishment-of-management-board-working-group-z1aFSC}$

EASO / L'EASO fait plus que doubler sa productivité opérationnelle en 2020

Malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19 en 2020, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a considérablement renforcé sa présence opérationnelle avec **1600 personnes déployées** et a augmenté **son soutien à Chypre, à la Grèce, à l'Italie et à Malte**, dans certains cas de deux à trois fois les niveaux de 2019. L'agence a également plus que **doublé sa productivité opérationnelle**, avec la réalisation de

plus de 12 400 entretiens d'asile (+74 %), la rédaction de près de 12 000 recommandations (+96 %) destinées aux autorités et l'enregistrement de plus de **23 000 demandes de protection** internationale.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-more-doubles-operational-productivity-2020

EASO / Conférence de Vienne sur les migrations 2020 : L'EASO et l'ICMPD renforcent leur coopération

Lors de la Conférence de Vienne sur les migrations, la directrice exécutive de l'EASO, Mme Nina Gregori, a exprimé son espoir que le nouveau pacte serve d'impulsion pour faire avancer les négociations, actuellement bloquées et a évoqué la nécessité de progresser sur la proposition de création d'une Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA). En marge de la conférence, Mme Gregori et le directeur général du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), le Dr Michael Spindelegger, ont réitéré leur engagement en faveur d'une coopération étroite entre les deux organisations. Une série de consultations entre les parties a abouti à un accord, établissant les différentes modalités et objectifs, y compris l'échange d'informations et de pratiques.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.easo.europa.eu/news-events/vienna-migration-conference-2020-easo-and-icmpd-strengthen-cooperation

Agence des droits fondamentaux / Bulletin trimestriel sur les migrations : les conditions de vie des migrants et des réfugiés se détériorent en Europe

La pandémie de COVID-19 continue d'affecter gravement les migrants et réfugiés en Europe. Dans son bulletin trimestriel sur les migrations, la FRA constate d'importantes difficultés pour entrer en Europe, un accroissement des cas de refoulements et une détérioration des conditions de vie dans les centres d'accueil, dont le surpeuplement ne permet pas de respecter les gestes barrières. Plus de 300 personnes sont mortes ou ont disparu alors qu'elles tentaient de rejoindre les côtes européennes. Le rapport fait état d'un nombre de demandes d'asile toujours nettement inférieur aux niveaux antérieurs à la COVID-19.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://fra.europa.eu/en/news/2020/migration-worsening-conditions-migrants-and-refugees-across-europe

Médiateur européen / Ouverture d'une enquête suite aux accusations de refoulement de demandeurs d'asile par Frontex

Le Médiateur européen a ouvert une enquête sur le mécanisme de plainte en place au sein de Frontex. Le forum consultatif de Frontex avait fait précédemment part de ses inquiétudes dans son rapport annuel sur l'absence de véritable système de contrôle permettant de prévenir et de traiter les violations potentielles des droits fondamentaux dans les activités de l'Agence.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.ombudsman.europa.eu/en/news-document/en/134739

Institutions européennes

GRETA / La COVID-19 génère le risque d'une crise de la traite des êtres humains

Lors d'une réunion conjointe du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, les responsables de la lutte contre la traite des êtres humains de 50 pays ont souligné la nécessité de renforcer les mesures dans tous les secteurs, dans un contexte sanitaire qui a créé des conditions plus favorables aux trafiquants en exacerbant les vulnérabilités. Les experts ont constaté que les secteurs à haut risque comprenaient l'agriculture, les industries alimentaires et les industries caractérisées par de longues chaînes d'approvisionnement avec plusieurs sous-traitants. Les mesures de confinement et de restrictions de mouvement ont contribué à l'essor de certaines formes d'exploitation, en particulier l'exploitation des enfants en ligne rendant les victimes de plus en plus "invisibles". Les participants ont partagé des bonnes pratiques en matière de prévention de la traite, de protection des victimes et de poursuite des trafiquants dans le contexte de la pandémie, notamment une plus grande utilisation des lignes téléphoniques d'urgence pour les victimes, une augmentation de la présence des forces de l'ordre en ligne et un plus grand nombre d'inspections du travail dans les secteurs à haut risque.

Pour plus d'informations

Communiqué: <a href="https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/covid-19-creating-risks-for-human-trafficking-crisis-say-anti-trafficking-leaders-from-over-50-countries-in-joint-osce-council-of-europe-meeting?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-trafficking%2Fnews%3Fp_p_id%3D101_INSTANCE_fX6ZWufj34JY%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26p_p_col_id%3Dcolumn-4%26p_p_col_count%3D1

Comité anti-torture du Conseil de l'Europe / La Grèce devrait changer d'approche en matière de détention des migrants et agir pour prévenir les refoulements

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) reconnaît les défis auxquels la Grèce est confrontée face au nombre important de migrants à ses frontières, mais souligne que le pays doit remplir ses obligations en matière de droits de l'homme. Le CPT a constaté que les conditions de détention des migrants dans la région d'Evros et sur l'île de Samos pouvaient constituer un traitement inhumain et dégradant. Plus généralement, la politique de détention des migrants en Grèce souffre de déficiences structurelles : le rapport a montré que des groupes vulnérables, tels que des familles avec enfants et des mineurs isolés, étaient détenus dans des conditions épouvantables sans soutien approprié, et le CPT a notamment appelé à la libération des MNA. Il a par ailleurs reçu de nouvelles allégations de refoulement vers la Turquie et a fait part de ses préoccupations concernant les actes des garde-côtes grecs et sur le rôle de Frontex dans de telles opérations. Enfin, il a souligné les mauvais traitements infligés par la police aux migrants détenus.

Pour plus d'informations

Rapport au gouvernement grec sur la visite en Grèce effectuée par le CPT : https://rm.coe.int/1680a06a86

Organisations des Nations unies

HCR / Situation en Europe : données et tendances sur les arrivées et les déplacements de population en septembre et octobre 2020

Les rapports du HCR sur les données relatives aux arrivées et déplacements de populations estiment le nombre d'arrivées à 72 000 pour 1 400 morts et disparus entre janvier et octobre 2020. Au total, on constate une

importante baisse de ces chiffres relativement à la même période en 2019. Un peu moins de 3 500 réfugiés et migrants sont arrivés en Italie par voie maritime en octobre, soit une augmentation de 72 % par rapport à octobre dernier, mais une diminution de 21 % par rapport au mois précédent. Un peu plus de 1 000 réfugiés et migrants sont arrivés en Grèce en octobre, dont seulement 121 par voie maritime. Des allégations de refoulement en mer continuent d'être rapportées. Fin octobre, l'Espagne avait reçu le plus grand nombre d'arrivées en Europe en 2020, près de 42 % des migrants ayant atteint le pays via les îles Canaries. Cette route, particulièrement mortelle, a vu une forte hausse des arrivées avec plus de 5 300 personnes en octobre (atteignant 11 500 personnes au total), soit près du double du nombre d'arrivées pour l'ensemble de l'année 2019. 1 personne sur 16 a été portée disparue ou est décédée pendant la traversée de l'Atlantique vers les îles Canaries en 2020 (650 morts au total). Dans le cadre des mouvements mixtes, les arrivées en Europe du Sud-Est ont diminué de 26 % par rapport à septembre et de 8% par rapport à octobre 2019.

Pour plus d'informations

Rapport de septembre 2020 : https://data2.unhcr.org/en/documents/details/82893 Rapport d'octobre 2020 : https://data2.unhcr.org/en/documents/details/83170

HCR / Le HCR exhorte les États à mettre fin d'ici 2024 à la situation incertaine des apatrides

Dans le contexte de la pandémie mondiale, le HCR exhorte les Etats à mettre fin à l'apatridie dont les victimes, privées de citoyenneté, n'ont pas accès aux services de santé publique essentiels et aux mesures de protection sociale. Certains pays ont montré la voie en incluant les apatrides dans les mesures mises en place en réponse au Covid-19, s'assurant ainsi qu'ils aient accès aux tests de dépistage et aux traitements, à la nourriture, aux vêtements et aux masques. Considérant l'enregistrement des naissances et d'autres modalités d'État civil comme des services essentiels, certains gouvernements ont maintenu leurs opérations malgré la pandémie, empêchant ainsi la survenue de nouveaux cas d'apatridie. Selon Filippo Grandi, « l'apatridie est un problème qui peut être facilement résolu et prévenu – c'est une question de volonté politique – mais l'inaction peut avoir des conséquences potentiellement mortelles ».

Pour plus d'informations

 $Communiqu\'e/Rapport...: \underline{https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/11/5faa8865a/hcr-exhorte-etats-mettre-fin-dici-2024-situation-incertaine-apatrides.html}$

HCR / L'année 2020 pourrait connaître le nombre de réinstallation le plus faible de l'histoire récente

Le HCR alerte sur la tendance à la baisse du nombre de places de réinstallation au niveau mondial, avec un quota de **moins de 50 000** places pour toute l'année 2020, affecté par la pandémie de Covid-19 qui a retardé les départs et mis sur pause les programmes de réinstallation gérés par certains Etats. Selon les toutes dernières statistiques du HCR, **seuls 15 425 réfugiés ont été réinstallés** entre janvier et la fin septembre cette année, en comparaison de 50 086 durant la même période en 2019, un des niveaux de réinstallation les plus bas jamais observés depuis près de deux décennies. Dans un esprit de partage des responsabilités à l'égard des réfugiés, le HCR invite un plus grand nombre de pays à réinstaller des réfugiés ainsi qu'à rendre le regroupement familial et les voies complémentaires plus accessibles.

Pour plus d'informations

 $Communiqu\'e: \underline{https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/11/5fb51508a/lannee-2020-pourrait-connaitre-nombre-reinstallations-faible-lhistoire.html$

HCR / Le changement climatique constitue la principale crise de notre époque et il affecte particulièrement les personnes déracinées.

Andrew Harper, conseiller spécial sur les questions climatiques au HCR, explique que le réchauffement climatique entraîne des déplacements de population massifs, atteignant 24,9 millions de personnes dans 140 pays en 2019. Les personnes déracinées et les apatrides font partie de celles qui ont le plus grand besoin de protection. Sans une politique ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique et de réduction des risques de catastrophes, le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire en raison de catastrophes liées au climat pourrait doubler d'ici 2050, pour atteindre plus de 200 millions par an. Le HCR appel les Etats à mettre en œuvre le plan d'action stratégique en matière environnementale du HCR au plus vite.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/11/5fc4f8eda/changement-climatique-constitue-principale-crise-epoque-affecte-particulierement.html

HCR / Face au besoin vital d'atténuer les effets de la pandémie, près de 40 millions de déplacés sont confrontés à des risques accrus de violences, de discrimination et d'abus des droits humains

Un nouveau rapport publié par le Groupe mondial sur la protection (GPC) fait état d'une forte diminution des efforts de la communauté internationale pour protéger les personnes les plus vulnérables au monde, qui sont confrontées à la hausse des violences sexistes, de l'augmentation des conflits armés, de la traite des êtres humains et du recrutement forcé d'enfants. Le fossé se creuse entre les besoins en matière de protection durant la pandémie et le financement des prestations de protection. En 2020, les contributions destinées à la protection des personnes les plus vulnérables dans les crises humanitaires ne s'élèvent qu'à 25% des fonds nécessaires.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/11/5fc4a6491a/face-besoin-vital-dattenuer-effets-pandemie-pres-40-millions-deplaces-confrontes.html

HCR / Le HCR prévient que la seconde vague de Covid causera des violences accrues à l'encontre des femmes et des jeunes filles réfugiées

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a alerté sur « les informations alarmantes concernant la hausse spectaculaire des risques de violences sexistes, y compris les violences conjugales et familiales, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle et les mariages précoces » reçues par le HCR. Le GPC a fait état de hausses des violences sexistes dans au moins 27 pays. Le HCR est également alarmé par certaines stratégies d'adaptation comme la vente et l'échange de faveurs sexuelles et le recours accru aux mariages précoces et aux mariages forcés.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/11/5fbe16d9a/hcr-previent-seconde-vague-covid-causera-violences-accrues-lencontre-femmes.html

HCR / Il faut inclure davantage les réfugiés dans les plans de santé nationaux

« La pandémie de Covid-19 met en évidence la nécessité d'inclure les réfugiés et les déplacés internes dans les plans de santé nationaux », a déclaré lors d'une conférence en ligne Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du HCR, en demandant instamment un soutien accru aux pays pour y parvenir.

Il a déclaré qu'au moins 85% des réfugiés et des déplacés internes sont accueillis dans des pays en développement, dont les systèmes de santé étaient déjà mis à rude épreuve avant même la pandémie.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/11/5fb7be26a/inclure-davantage-refugies-plans-sante-nationaux.html

OIM / Plus de 500 migrants décédés entre l'Afrique de l'Ouest et les Canaries en 2020

En un peu moins de 11 mois, le projet de l'OIM sur les migrants disparus a enregistré plus de 500 décès, la plupart au cours des mois d'octobre et de novembre, dans un contexte de départs accrus des côtes des pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. L'OIM a fait part de sa préoccupation concernant l'augmentation des décès enregistrés sur cette route migratoire maritime de plus en plus empruntée. Depuis le début de l'année, plus de 18.000 migrants sont arrivés aux îles Canaries, fuyant les persécutions ou l'extrême pauvreté. Les pertes en vies humaines enregistrées cette année sont déjà plus du double par rapport à 2019, une estimation minimale selon l'organisation, qui affirme que poursuivre les groupes de passeurs et trafiquants et sensibiliser les communautés aux risques de la migration irrégulière doit être une priorité.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://news.un.org/fr/story/2020/11/1082842

Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme / La Bosnie doit enquêter sur les attaques contre les femmes venant en aide aux migrants

Mary Lawlor, la rapporteure spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, a appelé le gouvernement bosniaque à enquêter sur une large campagne de diffamation et de menaces de mort menée via Facebook contre Zehida Bihorac, défenseuse des droits des réfugiés et des migrants. Depuis 2018, cette femme fournit des médicaments, des vêtements, de la nourriture et des sacs de couchage aux migrants retenus dans des camps par les autorités, avec un accès très limité aux services de base, et documente leur situation. Mme Bihorac a également été filmée, suivie et agressée verbalement dans le cadre de son travail en faveur des droits de l'homme. Aucune mesure n'a été prise en dépit de son dépôt de plainte.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26476&LangID=E

Organisations de la société civile

Alarm Phone / Des itinéraires de voyage toujours changeants en Méditerranée occidentale : mouvements vers le sud et l'est

Dans sa récente Analyse régionale de la Méditerranée occidentale, la permanence d'assistance téléphonique de l'ONG Alarm Phone fait état de « quatre autres mois turbulents de traversées, d'évolutions politiques et de luttes quotidiennes contre le système frontalier européen en Méditerranée occidentale ». La pandémie de Covid-19 et le confinement qui a suivi au Maroc et en Espagne, ainsi que les raids et les arrestations arbitraires, ont eu un impact significatif sur les arrivées en Espagne, les États utilisant la pandémie comme moyen d'arrêter les migrants ou de les priver de biens de première nécessité comme un logement décent. Ces

derniers mois d'été montrent un changement significatif dans les tendances migratoires en Méditerranée occidentale : les voyageurs qui se rendent en Espagne arrivent désormais en très grande majorité du Sahara occidental ou d'Algérie.

Pour plus d'informations

 $Communiqu\'e: \underline{https://alarmphone.org/en/2020/10/30/ever-changing-travel-routes-in-the-western-travel$

med/?post type release type=post

Rapport : https://alarmphone.org/en/2020/10/30/ever-changing-travel-routes-in-the-western-

med/?post_type_release_type=post#news

Déclaration commune / Plaidoyer pour une utilisation humaine, transparente et efficace des ressources de l'UE en matière d'asile et de migration dans l'Union

Alors que les colégislateurs de l'UE intensifient leurs efforts pour parvenir à un accord sur le prochain Fonds d'asile, de migration et d'intégration (FAMI), plusieurs organisations (UNHCR, OIM, ECRE, Caritas Europa, CCME, IRC, Croix Rouge européenne...) réitèrent leurs priorités afin que le FAMI atteigne ses objectifs déclarés, y compris celui de la solidarité :

- Des **pourcentages minimums fixes** devraient être prévus pour les objectifs spécifiques du Fonds qui, autrement, pourrait ne pas recevoir des ressources suffisantes dans tous les États membres ;
- Le principe de partenariat devrait être renforcé tant au niveau national qu'au niveau de l'UE;
- La **réinstallation devrait être étendue** et rester un outil de protection pour les réfugiés les plus exposés aux risques ;
- Les activités liées à la dimension extérieure devraient être limitées et plus clairement définies.

Pour plus d'informations

Déclaration commune : https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/11/NGOS-UNHCR-IOM-Join-t-Statement-AMIF.pdf

Focus nationaux

Croatie / Enquête du Médiateur européen sur les possibles manquements de la Commission concernant les abus à la frontière croate et 3° rapport du GRETA

Le 10 novembre, le Médiateur européen a ouvert une enquête relative à une plainte d'Amnesty International soutenant que la Commission a fermé les yeux sur les rapports faisant état d'abus persistants aux frontières croates et n'a pas mis en place un mécanisme de contrôle indépendant pour s'assurer que les autorités respectaient les droits fondamentaux lors des opérations frontalières. En effet, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et le Réseau de surveillance de la violence aux frontières (BVMN) ont recueilli des témoignages selon lesquels la police croate battrait, volerait et abuserait sexuellement des réfugiés et demandeurs d'asile tout en multipliant les refoulements vers la Bosnie. La Croatie a reçu plus de 108 millions d'euros au titre du FAMI et 23,3 millions d'euros supplémentaires depuis 2017, sous la forme d'une aide d'urgence pour la migration et la gestion des frontières couvrant notamment les salaires des forces de police. L'enquête du Médiateur se concentre sur la façon dont la Commission cherche à s'assurer que les droits fondamentaux sont respectés par les autorités croates lors de ces opérations aux frontières.

Par ailleurs, le GRETA a publié son **3**^e rapport sur la Croatie. Tout en saluant les mesures adoptées par le gouvernement croate depuis 2016, il exhorte les autorités croates à veiller à ce que toute infraction de traite fasse rapidement l'objet d'une enquête et entraîne des sanctions effectives, à familiariser tous les acteurs du

système de justice pénale avec les modalités permettant d'éviter la revictimisation et la stigmatisation des victimes de la traite et les interrogatoires répétés et de longue durée, à veiller à ce que les enfants victimes de la traite bénéficient dans la pratique de mesures de protection spéciales ainsi qu'à indemniser les victimes de traite. En outre, le rapport appelle les autorités à mieux identifier les victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail, en apportant une attention particulière aux secteurs à risque tels que l'agriculture, la construction et l'hôtellerie.

Pour plus d'informations

Communiqué: https://www.ecre.org/balkans-ombudsman-investigates-commissions-possible-failures-regarding-abuse-at-croatian-border-absurdity-within-hungarys-asylum-system-bosnia-and-herzegovina-signed-readmission-a/

Communiqué du médiateur européen : https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news-document/en/134797
Rapport du GRETA : <a href="https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-publishes-its-third-report-on-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fanti-human-croatia?inheritRedirect=false&redirect=

trafficking%2Fnews%3Fp p id%3D101 INSTANCE fX6ZWufj34JY%26p p lifecycle%3D0%26p p state%3Dn ormal%26p p mode%3Dview%26p p col id%3Dcolumn-4%26p p col count%3D2

Rapport du BVMN sur les violences aux frontières croates : https://www.borderviolence.eu/15983-2/

Bosnie Herzégovine / Accord de réadmission avec le Pakistan et crise humanitaire

Le 4 novembre, la Bosnie-Herzégovine a signé un **accord de réadmission avec le Pakistan**, qui ouvre la voie à l'expulsion des ressortissants pakistanais du pays des Balkans. Sur la base de cet accord, les demandes de réadmission seront soumises et traitées par le ministère bosniaque de la sécurité et le ministère pakistanais de l'intérieur. Sur les quelque 10 000 migrants qui sont actuellement bloqués en Bosnie-Herzégovine, environ 3 000 seraient des ressortissants pakistanais.

Dans le nord de la Bosnie, une crise humanitaire se déroule à l'approche de l'hiver et des milliers de personnes restent sans protection. En septembre, les autorités ont ordonné la fermeture de deux grands camps gérés par l'OIM et ont décrété l'interdiction totale des arrivées de migrants et demandeurs d'asile dans le canton, leur usage des transports publics et des taxis, leurs rassemblements dans les lieux publics et il est interdit de leur fournir un logement privé. Depuis la fermeture du centre d'hébergement de Bihac le 1^{er} octobre qui a obligé des milliers de personnes à dormir dans la rue, la situation s'est encore aggravée. Dans son Aperçu mensuel de la Bosnie-Herzégovine pour le mois d'octobre, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) déclare que 1 934 personnes ont signalé des refoulements vers la Bosnie-Herzégovine en octobre 2020, niveau record depuis mai 2019, accompagné du taux le plus élevé de signalements d'abus physiques enregistrés à ce jour, avec 64 % des personnes déclarant avoir subi des violences à la frontière. Plusieurs personnes ont été exposées à la violence en Croatie où des violations extrêmes, y compris des passages à tabac sauvages, des abus sexuels et des vols par la police, sont documentées.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.ecre.org/austria-chain-pushbacks-to-bosnia-amid-growing-evidence-of-widespread-abuse-in-the-balkans/

Communiqué: https://www.ecre.org/balkans-ombudsman-investigates-commissions-possible-failures-regarding-abuse-at-croatian-border-absurdity-within-hungarys-asylum-system-bosnia-and-herzegovina-signed-readmission-a/

Communiqué : https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/bosnie-herzegovine-centaines-migrants-retrouvent-abri

Aperçu mensuel de la Bosnie-Herzégovine, DRC, octobre 2020 : https://drc.ngo/media/kbyjrc2v/border monitoring monthly snapshot october2020 final.pdf

France et Royaume Uni / Déclaration conjointe sur les prochaines étapes de la coopération bilatérale en matière de lutte contre l'immigration clandestine

Le ministre français de l'intérieur, M. Gérald Darmanin, et la ministre britannique de l'intérieur, Mme Priti Patel, se sont entretenus le 29 novembre pour évoquer la coopération entre les deux pays dans la lutte contre l'immigration clandestine à leur frontière commune. Afin de mettre fin au phénomène des « small boats », les ministres ont annoncé de nouvelles mesures conjointes qui doivent permettre de **prévenir les départs et d'empêcher la formation de camps illégaux dans le Calaisis**. Dans ce domaine, le travail des forces de l'ordre n'a jamais été aussi efficace : le taux de réussite des interventions est passé de 41 % en 2019 à plus de 60 % en 2020. Les ministres se sont accordés sur un **nouveau plan opérationnel conjoint** visant à optimiser le déploiement des ressources humaines et des équipements dédiés à la prévention de ces traversées illégales, notamment des équipements de **technologies de surveillance** haute définition pour détecter et empêcher les tentatives de franchissement, mais aussi des mesures visant à aider les migrants à trouver un hébergement approprié afin de les soustraire de l'emprise des trafiquants.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiques/Declaration-conjointe-de-la-France-et-du-Royaume-Uni-sur-les-prochaines-etapes-de-la-cooperation-bilaterale-en-matiere-de-lutte-contre-limmigration-clandestine